



Le 28 février 2025

Région, régionalisme : Alsace versus Bretagne

Point de vue

« On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré »
(Albert Einstein).

Il est entendu que la très grande majorité des conseillers d'Alsace, membres de la Collectivité européenne d'Alsace, souhaite et demande le retour à une Région Alsace, et nombre d'élus d'autres instances politiques (députés, sénateurs, maires...) l'accompagnent en cela.

Ces élus d'Alsace gèrent ce problème dans le cadre de partis qui ne font aucune référence au régionalisme dans leur intitulé et donc dans leur présentation à l'électorat. Dans les instances où des élus alsaciens sont présents, qu'ils s'agissent d'instances nationales (Assemblée nationale, Sénat et partis politiques) ou de celle de la CeA, aucun ne l'arbore à sa boutonnière¹.

Est-il logique de désirer une région sans affirmer que cela relève du régionalisme, c'est-à-dire d'une philosophie politique axée sur les intérêts politiques, administratifs, culturels, linguistiques ou religieux d'une région donnée et revendiquant leur reconnaissance au travers d'une décentralisation politique et administrative ?

Vouloir une région Alsace et ne pas se revendiquer de cette philosophie politique est d'une part contradictoire et d'autre part, cela pourrait bien prédisposer à l'échec. Quoi qu'il en soit, ce qui ne sera pas demandé ne sera pas obtenu. On gagne toujours à dire clairement les choses, déjà parce que cela crée de la confiance.

Faut-il en conclure que l'on reste dans un très alsacien politiquement correct qui à vrai dire, relève d'un paradoxe non moins alsacien : faire tenir ensemble des contraires. Avoir besoin d'une chose et ne pas oser la demander : les maîtres silencieux qui poussent à la reproduction inconsciente de schémas anciens et anachroniques resteraient-ils encore à l'œuvre ? Ces attitudes fragilisent à l'évidence la demande.

N'est-ce pas en défaisant les liens de toute sorte avec le jacobinisme d'un autre âge, c'est-à-dire avec le tout ramené à l'un, et en osant vraiment dire les choses, que l'on trouvera un début de solution au problème alsacien ?

¹ Ainsi trouve-t-on à la CeA un groupe « Les Républicains-Divers droite-Unis pour l'Alsace » ; un groupe « Centristes, divers-droite et indépendants d'Alsace » ; un groupe « Alsace écologiste, citoyenne et solidaires » et un groupe « Élus socialistes ».

Jetons un œil sur la Bretagne et son Conseil régional et la répartition de ses 83 sièges. Il est composé de 10 groupes politiques, à savoir :

- Autonomie et Régionalisme, 3 sièges,
- Breizh a-gleiz – autonomie, écologie, territoires, 7 sièges,
- Bretagne Centre Gauche, 3 sièges,
- Bretagne ma vie, 5 sièges,
- Bretagne Sociale Démocrate et Écologiste, 30 sièges,
- Communistes et Progressistes, 4 sièges,
- Hissons Haut la Bretagne, Droite, Centre et Régionalistes, 14 sièges,
- Les Écologistes de Bretagne / Ekologourien Breizh, 3 sièges,
- Nous la Bretagne - Ni Breizhiz, Centristes, Démocrates, Progressistes et Européens, 6 sièges,
- Rassemblement national, 8 sièges.

Relevons que 3 groupes utilisent la langue bretonne dans leur intitulé et que 2 groupes se réfèrent au régionalisme et autant à l'autonomie. Sur 83 conseillers régionaux, 24, soit près de 29 % se disent régionalistes ou autonomistes : 14 du groupe politique : Hissons Haut la Bretagne, Droite, Centre et Régionalistes, 7 du groupe politique : Breizh a-gleiz – autonomie, écologie, territoires et 3 du groupe politique : Autonomie et Régionalisme.

Par ailleurs, le 8 avril 2022, le Conseil régional de Bretagne adoptait, par 75 voix sur 83, un vœu intitulé « Pour une Bretagne autonome dans une République des territoires aux fondations démocratiques fortifiées ». Les demandes formulées dans ce vœu étaient les suivantes :

« Le Conseil régional de Bretagne :

Rappelle au gouvernement sa demande d'engager, à l'horizon 2024, le processus législatif qui permettra une consultation sur le processus de réunification de la Bretagne.

Propose au gouvernement et au Parlement qui seront issus des scrutins du printemps 2022 :

– d'entamer des discussions pour la définition d'un possible modèle d'autonomie pour la Bretagne, incluant une part de pouvoir législatif et réglementaire, en identifiant les compétences à partager, celles qui resteraient de la seule responsabilité de l'État et celles qui seraient dévolues à la seule collectivité de Bretagne ;

– de travailler dans le même temps à une redéfinition des relations budgétaires entre la Région et l'État, dans le but de garantir à la Région un panier de ressources fiscales significatif avec pouvoir de taux et de définition de l'assiette, tout en assurant sa participation à des mécanismes de solidarité à l'échelle nationale, dans un souci de cohésion territoriale et sociale de la République. »

À la différence de l'Alsace, la Bretagne dispose d'une institution régionale. Cependant, elle ne s'en contente pas. Elle est cohérente lorsqu'elle entend l'inscrire dans le régionalisme et obtenir pour elle une réelle autonomie.

Si comparaison n'est pas raison, il existe néanmoins des audaces à faire siennes !

Pierre Klein, président
www.ica.alsace

Region, Regionalismus: Elsass versus Bretagne

Standpunkt

„Ein Problem löst man nicht mit den Denkweisen, die es verursacht haben“
(Albert Einstein).

Es ist klar, dass die überwiegende Mehrheit der elsässischen Berater, die Mitglieder der europäischen Gebietskörperschaft Elsass² sind, die Rückkehr zu einer Region Elsass wünscht und fordert, und viele gewählte Vertreter anderer politischer Gremien (Abgeordnete, Senatoren, Bürgermeister usw.) unterstützen sie dabei.

Diese gewählten Vertreter des Elsass behandeln dieses Problem im Rahmen von Parteien, die keinerlei Bezug zum Regionalismus in ihrem Namen und damit in ihrer Darstellung gegenüber den Wählern nehmen. In den Gremien, in denen elsässische Abgeordnete vertreten sind, seien es nationale Gremien (Nationalversammlung, Senat und politische Parteien) oder die der CeA, trägt keiner diesen auf der Brust³.

Ist es logisch, sich eine Region zu wünschen, ohne zu behaupten, dass dies dem Regionalismus entspräche, d. h. einer politischen Philosophie, die auf die politischen, administrativen, kulturellen, sprachlichen oder religiösen Interessen einer bestimmten Region ausgerichtet ist und deren Anerkennung durch politische und administrative Dezentralisierung fordert?

Eine Region Elsass zu wollen und sich nicht auf diese politische Philosophie zu berufen, ist einerseits widersprüchlich und andererseits könnte es zum Scheitern führen. Wie dem auch sei, was nicht gefordert wird, wird nicht erreicht. Es ist immer von Vorteil, die Dinge klar zu sagen, schon weil es Vertrauen schafft.

Sollte man daraus schließen, dass man in einer sehr elsässischen politischen Korrektheit verharret, die in Wahrheit einem nicht minder elsässischen Paradoxon entspringt: Gegensätze zusammenzuhalten? Etwas zu brauchen und nicht zu wagen, danach zu fragen: Würden die stillen Meister, die zur unbewussten Reproduktion alter und anachronistischer Muster drängen, noch am Werk sein? Diese Einstellungen schwächen offensichtlich die Nachfrage.

Wird man nicht einen Anfang einer Lösung für das Elsass-Problem finden, indem man alle Verbindungen mit dem Jakobinismus eines anderen Zeitalters, d. h. mit dem Alles-auf-einen-Nenner-Zusammenfassen, auflöst und wirklich den Mut hat, die Dinge beim Namen zu nennen?

Werfen wir einen Blick auf die Bretagne und ihren Regionalrat und in die Verteilung seiner 83 Sitze. Er setzt sich aus 10 Fraktionen zusammen, nämlich:

- Autonomie et Régionalisme, 3 Sitze,
- Breizh a-gleiz – autonomie, écologie, territoires, 7 Sitze,

² Collectivité européenne d'Alsace-CeA.

³ So gibt es im CeA eine Fraktion „Les Républicains-Divers droite-Unis pour l'Alsace“; eine Fraktion „Centristes, divers-droite et indépendants d'Alsace“; eine Fraktion „Alsace écologiste, citoyenne et solidaires“ und eine Fraktion „Élus socialistes“.

- Bretagne Centre Gauche, 3 Sitze,
- Bretagne ma vie, 5 Sitze,
- Bretagne Sociale Démocrate et Écologiste, 30 Sitze,
- Communistes et Progressistes, 4 Sitze,
- Hissons Haut la Bretagne, Droite, Centre et Régionalistes, 14 Sitze,
- Les Écologistes de Bretagne / Ekologourien Breizh, 3 Sitze,
- Nous la Bretagne - Ni Breizhiz, Centristes, Démocrates, Progressistes et Européens, 6 Sitze,
- Rassemblement national, 8 Sitze.

Es ist anzumerken, dass 3 Fraktionen die bretonische Sprache in ihrem Namen verwenden und dass sich 2 Fraktionen auf Regionalismus und ebenso viele auf Autonomie beziehen. Von 83 Regionalräten bezeichnen sich 24, also fast 29 %, als Regionalisten oder Autonomisten: 14 von der politischen Gruppe: Hissons Haut la Bretagne, Droite, Centre et Régionalistes, 7 von der politischen Gruppe: Breizh a-gleiz – autonomie, écologie, territoires und 3 von der politischen Gruppe: Autonomie et Régionalisme.

Darüber hinaus verabschiedete der Regionalrat der Bretagne am 8. April 2022 mit 75 von 83 Stimmen einen Antrag mit dem Titel „Für eine autonome Bretagne in einer Republik der Territorien mit gefestigten demokratischen Grundlagen“. Die in diesem Antrag formulierten Forderungen lauteten wie folgt:

„Der Regionalrat der Bretagne:

erinnert die Regierung an ihre Forderung, bis 2024 den Gesetzgebungsprozess einzuleiten, der eine Konsultation über den Prozess der Wiedervereinigung der Bretagne ermöglicht.

schlägt der Regierung und dem Parlament, die aus den Wahlen im Frühjahr 2022 hervorgehen werden, vor:

– Gespräche zur Definition eines möglichen Autonomie-Modells für die Bretagne aufzunehmen, das einen Teil der Gesetzgebungs- und Regulierungsbefugnisse umfasst, indem die zu teilenden Zuständigkeiten identifiziert werden, diejenigen, die in der alleinigen Verantwortung des Staates verbleiben, und diejenigen, die der alleinigen Körperschaft der Bretagne übertragen werden;

– gleichzeitig an einer Neudefinition der Haushaltsbeziehungen zwischen der Region und dem Staat zu arbeiten, mit dem Ziel, der Region einen bedeutenden Korb an Steuereinnahmen mit Steuersatzbefugnis und Definitionsbefugnis zu garantieren;

– gleichzeitig an einer Neudefinition der Haushaltsbeziehungen zwischen der Region und dem Staat zu arbeiten, um der Region einen bedeutenden Steuerkorb mit der Möglichkeit der Steuersatzbestimmung und der Definition der Bemessungsgrundlage zu garantieren und gleichzeitig ihre Beteiligung an Solidaritätsmechanismen auf nationaler Ebene im Interesse des territorialen und sozialen Zusammenhalts der Republik sicherzustellen.“

Im Gegensatz zum Elsass verfügt die Bretagne über eine regionale Institution. Damit gibt sie sich jedoch nicht zufrieden. Sie will eine echte und ist konsequent, wenn sie sie in den Regionalismus einbinden und ihr eine echte Autonomie verschaffen will.

Auch wenn Vergleiche nicht immer zutreffend sind, gibt es doch Mut, sich zu eigen zu machen!

Pierre Klein, Präsident
www.ica.alsace